Le magazine indépendant des étudiant·e·s de l'Université de Montréal | quartierlibre.ca

Q!
Quartier L!bre
Volume 30 | nº 5 | 6 mars 2024

JAMAIS ASSEZ

Philippe Valdivia
COORDINATION
À LA VIE DE CAMPUS

cvc@faecum.qc.ca

FAÉCUM
FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

LES CULTURES AUTOCHTONES MISES DE L'AVANT LORS DE LA SEMAINE MITIG !

Du 18 au 22 mars 2024, venez célébrer les cultures autochtones en participant à la **Semaine Mitig** du Centre étudiant des Premiers Peuples des Services à la vie étudiante de l'Université de Montréal !

La Semaine Mitig est une semaine thématique qui vise à mettre en lumière les savoirs et les cultures autochtones à travers des activités, des ateliers et des conférences autour de sujets variés.

Parmi la riche programmation de cette 9e édition, voici deux activités entièrement gratuites qui ouvriront et clôtureront cette belle semaine.

4 à 7 de lancement

Un 4 à 7 au Café Satellite le 18 mars pour rencontrer et échanger avec les regroupements étudiants autochtones qui font partie de la programmation de la Semaine Mitig tout en dégustant de délicieuses bouchées. Des boissons avec et sans alcool seront offertes sur place.

18 mars de 16 h à 19 h
Café Satellite
2e étage du Pavillon 3200, Jean-Brillant

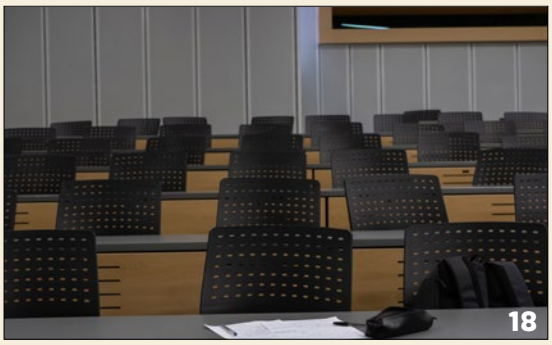
Spectacle de clôture

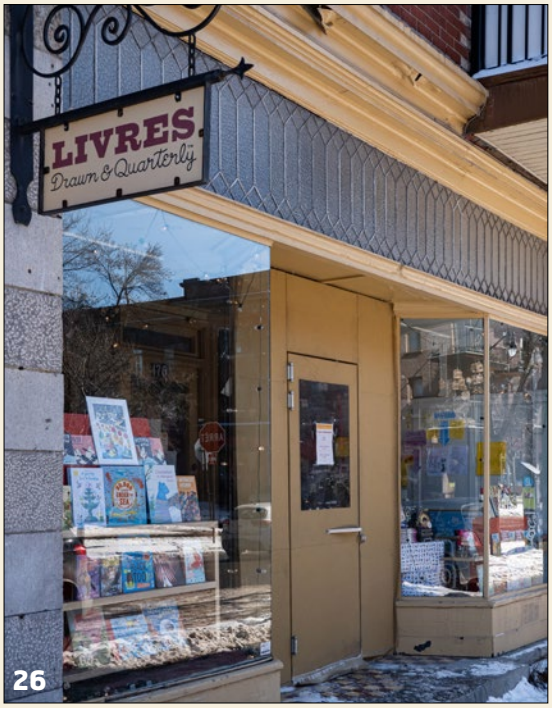
Une soirée où l'autrice-compositrice-interprète **Laura Niquay** nous fera découvrir son univers folk-grunge lors d'un spectacle inédit. Des bouchées et des boissons seront servies gratuitement tout au long de la soirée !

21 mars de 17 h à 20 h
Centre d'essai
Pavillon J.-A.-DeSève, 6e étage

Toutes les informations sur la Semaine Mitig sont à retrouver ICI >

SOMMAIRE | QL nº 5





4 ÉDITORIAL | Vers un nouveau printemps érable ?

6 DOSSIER | SANTÉ MENTALE

- « Culture de surperformance » : qu'est-ce que c'est et comment y survivre ?
- Se relever après un burnout étudiant

10 DOCUMENTAIRE | L'amour au centre de l'identité

12 VIE ÉTUDIANTE | Entre tradition et modernité

14 CARABINS | Mais qu'est-ce que c'est, le cheerleading ?

16 HUMOUR | Faire rire et faire changer les mentalités

18 AFFAIRES UNIVERSITAIRES | Quel statut pour les étudiant·e·s étranger·ère·s de demain ?

20 INFRASTRUCTURE | Roger-Gaudry au goût du jour

22 IMMIGRATION | Les impacts du nouveau PEQ

24 DANSE | Danser la disparition

26 CRITIQUE | Regard anglophone sur les premières années du FLQ

Éclipse solaire

Lundi 8 avril
Ouverture des portes à 13 h 30

Venez vivre cet évènement unique au stade de football du CEPSUM !

Avez-vous vos lunettes ?

Procurez-vous gratuitement une paire de lunettes pour observer l'éclipse de façon sécuritaire.

Inscriptions et points de distribution des lunettes :
umontreal.ca/eclipse2024

Université de Montréal
et du monde.

ÉDITO

VERS UN NOUVEAU PRINTEMPS ÉRABLE ?

PAR PATRICK MACINTYRE

Prédiction : comme en 2012, le financement universitaire redeviendra le sujet de l'heure dans les grands médias. Pour une publication comme la nôtre qui couvre les enjeux étudiants, c'est déjà un sujet important. Deux articles en font d'ailleurs mention dans ce numéro (p. 18 et p. 22).

Le gouvernement québécois a augmenté les frais de scolarité des étudiant·e·s originaires des autres provinces de manière importante pour rediriger certains revenus des universités anglophones vers les universités francophones. Les retours de cette politique ne sont pas prometteurs jusqu'à présent. Les inscriptions provenant de l'étranger ont baissé dans les universités anglophones, et les universités francophones ne vont ainsi pas recevoir une cagnotte aussi imposante que prévu.

De son côté, le gouvernement fédéral a imposé de nouvelles limites au nombre d'étudiant·e·s étranger·ère·s qui peuvent venir étudier au pays. Certaines universités misent sur les frais de scolarité nettement plus élevés de cette population internationale. Pour des études de premier cycle à l'UdeM, un·e étudiant·e international·e acquitte une facture sept fois plus élevée qu'un·e résident·e du Québec.

Lors d'une conférence de presse du mois dernier réservée aux médias étudiants, le ministre fédéral de l'Immigration, Marc Miller, accusait les provinces de trop dépendre des frais *« exorbitants »* déboursés par les étudiant·e·s étranger·ère·s. Qui plus est, il réitérait que l'éducation n'était pas une compétence fédérale et que les provinces sous-finançaient de manière récurrente les universités. En d'autres mots, débrouillez-vous les provinces !

Les universités ne sont pas à l'abri de l'inflation. À moins de couper dans leurs services, leurs dépenses augmentent d'année en année. Et vu l'état actuel des choses, leurs revenus stagnent, voire diminuent. Les personnes qui dirigent les universités réalisent sans doute que pour être pérennes en continuant à offrir une éducation de qualité, elles devront augmenter les bénéfices. Cela explique la récente campagne de sociofinancement d'envergure de l'UdeM.

À moins que le gouvernement provincial décide du jour au lendemain de financer pleinement les études postsecondaires à l'image de certains pays européens, ou que des campagnes comme celle de l'UdeM deviennent récurrentes, les options pour faire augmenter leurs revenus sont assez limitées.

Les établissements québécois ne peuvent pas augmenter les frais de scolarité des étudiant·e·s hors Québec à l'infini et ne vont probablement pas avoir d'autre choix que d'ouvrir la boîte de pandore que représente une hausse conséquente des frais de scolarité pour les résident·e·s de la province. Certain·e·s pourraient être tenté·e·s de dépoussiérer leurs carrés rouges.

En attendant les prochains développements, *Quartier Libre* vous propose un dossier qui traite d'un autre enjeu très présent dans les médias étudiants : la santé mentale. Cette fois, nous explorons la culture de surmenage, dite *hustle culture* qui valorise le cumul des activités (p. 6). L'article qui complète ce dossier explore la façon dont certain·e·s étudiant·e·s se relèvent d'un *burnout* (p. 8).

Comme toujours, une place importante est laissée aux sujets culturels de l'heure, dont la troupe de danse de l'UdeM (p. 24). Certains articles de la section abordent également des sujets sociétaux, comme le bouleversement de la structure familiale traditionnelle au Vietnam (p. 10), ou un regard original sur certains aspects du mouvement felquiste (p. 26).

À l'approche des élections américaines, les itérations udemiennes de deux incontournables des universités du pays de Mickey Mouse sont explorées : les fraternités et sororités (p. 12) et le cheerleading (p. 14).

Bonne lecture ! ◆

ERRATUM

Dans l'édition du 6 février dernier, il est mentionné, en page 20 que la FAÉCUM a reçu une réponse de l'UdeM relatant l'enjeu de la laïcité pour expliquer l'absence de salle de prière sur le campus. La FAÉCUM n'a jamais reçu de telle réponse. Nos excuses.

Quartier L!bre

DIRECTEUR DE RÉDACTION
Patrick MacIntyre | directeur@quartierlibre.ca

RESPONSABLES DE SECTION

CAMPUS | Mohammed Aziz Mestiri
campus@quartierlibre.ca

CULTURE | Aurélia Crémoux
culture@quartierlibre.ca

SOCIÉTÉ | Lucas Sanniti
societe@quartierlibre.ca

PHOTO DE LA UNE | Juliette Diallo

COLLABORATEUR·RICE·S
Alexia Boyer
Thomas Dussault
Mathias Poisson
Emmalie Ruest
Abdel Saber Sadou
Hugo Samson

Photographe | Juliette Diallo

Illustratrice | Emily Junca

Infographiste | Alexandre Vanasse

Correctrice | Gaëlle Varnier-Brunet

Réviseure | Alexia Boyer

Publicité | Accès-Média | accesmedia.com

Impression | Hebdo-Litho

Pour nous joindre | Tél. : 514 449-4422

info@quartierlibre.ca | www.quartierlibre.ca

Quartier Libre est le magazine indépendant des étudiant·e·s de l'Université de Montréal publié par Les Publications du Quartier Libre inc., une corporation sans but lucratif créée par des étudiant·e·s en 1993. Édité six fois par année universitaire, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs.

Tirage : 3000 exemplaires.

Nos bureaux sont situés au
3200, rue Jean-Brillant (local B-1274-6)
Montréal (Québec) H3T 1N8

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416

Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

Prochaine parution | 10 avril 2024

« CULTURE DE SURPERFORMANCE »

QU'EST-CE QUE C'EST ET COMMENT Y SURVIVRE ?

Entre les activités sociales, l'implication bénévole et les divers ateliers culturels qu'elle propose, l'UdeM est un milieu propice pour développer de nouvelles aptitudes et participer à une expérience étudiante riche et diversifiée. Toutefois, certain·e·s étudiant·e·s se surprennent à essayer d'exceller sur tous les fronts, parfois au détriment de leur santé psychologique.

PAR LUCAS SANNITI

La « culture de surperformance », ou *hustle culture* en anglais, peut se résumer en un acharnement à exceller dans plusieurs sphères de la vie. Cette tendance à vouloir utiliser chaque minute de la journée pour être productif est souvent mise de l'avant sur les réseaux sociaux comme TikTok, où le mot-clic « *#sidehustle* » renvoie actuellement à plus de 2,3 millions de publications. Face aux longues heures d'études et aux obligations professionnelles et familiales, les étudiant·e·s n'y échappent pas.

> *« On est dans une époque où on ne fait que parler de la performance, sans tenir compte de la personne à l'autre bout. »*
>
> **Luc Brunet**
> Professeur titulaire en psychologie du travail et des organisations

Pour l'étudiante de deuxième année au baccalauréat en sciences politiques Tanya Rankovic, cette réalité fait partie de sa vie quotidienne. En plus d'être étudiante, elle est également employée à temps partiel à la FAÉCUM, vice-présidente de l'Association étudiante des sciences politiques et études internationales de l'Université de Montréal (AÉSPÉIUM), co-animatrice de l'émission de radio *Parallèle* sur CISM et bénévole à Cap campus.

Si Tanya se passionne pour ses divers engagements, elle remarque cependant que jongler entre ces derniers est parfois difficile. *« Ça amène beaucoup d'anxiété de performance,*

Photo | Juliette Diallo

Entre les études à temps plein et ses diverses implications dans la vie étudiante, Tanya Rankovic reconnaît que ce mode de vie peut présenter certains défis.

explique l'étudiante. *On veut toujours faire plus et toujours faire mieux. »* Malgré tout, elle reconnaît que ce stress peut se révéler utile, car il est *« autant bénéfique que négatif »* et *« pousse à aller plus loin ».*

Reconnaître les écueils du stress

Le professeur titulaire en psychologie du travail et des organisations à l'UdeM Luc Brunet partage ce constat. *« Ça nous prend un peu de stress pour performer, ça nous prend un peu de "challenge",* assure-t-il. *Mais quand ça dépasse nos capacités d'adaptation ou nos réserves de munitions, ça ne va plus. »*

> *« Quand on est dans trop de choses, on n'est dans rien, finalement. »*
>
> **Tanya Rankovic**
> Étudiante en sciences politiques

Pour réussir à naviguer dans un emploi du temps aussi dense, M. Brunet propose quelques astuces. *« Il faut apprendre à travailler avec un agenda et y mettre du temps à consacrer pour chaque activité, y compris la commande d'épicerie,* recommande-t-il. *Il faut prévoir aussi une période pour se reposer et faire du sport, c'est très important. »*

Selon le professeur, les premiers signes de l'épuisement professionnel résident dans la difficulté de concentration et le manque de sommeil. *« Moins on dort, moins on va dormir, c'est un effet renforçant »,* souligne-t-il. Autre enjeu : il faut plus qu'une nuit de sommeil pour se remettre de la fatigue d'une seule journée de stress. Ainsi, le processus de récupération complète peut prendre plusieurs jours, voire plusieurs semaines, selon lui.

M. Brunet soutient que l'épuisement professionnel survient surtout lorsque l'individu ne reconnaît pas ses propres limites. Se comparer à ses collègues est une manière assurée de s'égarer. Il rappelle que tout le monde n'a pas les mêmes capacités d'adaptation et que tomber dans le piège de la surproductivité est facile, surtout aujourd'hui. *« On est dans une époque où on ne fait que parler de la performance, sans tenir compte de la personne à l'autre bout,* déplore le professeur. *Il faut apprendre à dire non. Il faut établir des priorités. »*

Entre productivité et maternité

L'étudiante trentenaire au certificat en journalisme Marie Danjou mise justement sur l'écoute de soi pour traverser sa deuxième année universitaire. Après la naissance de son enfant l'année dernière, elle a espéré pouvoir profiter de son congé de maternité pour se replonger dans les études. *« Ça fonctionnait, jusqu'à ce que je reprenne le travail*, révèle-t-elle. *Je me rendais bien compte que ça demandait beaucoup d'implication, parce que ce n'est pas simplement aller en cours*. »

Le certificat en journalisme est un programme de la Faculté de l'éducation permanente (FEP). Celle-ci propose plusieurs cours en soirée et des cours en ligne, un format destiné aux étudiant·e·s ayant des modes de vie plus exigeants ou un travail à temps plein.

Or, pour Marie, concilier responsabilités et études présente plusieurs défis. *« Quand tu embarques dans les études, tu n'as pas juste envie de valider un cours,* poursuit l'étudiante. *Tu veux avoir de bonnes notes dans toutes les évaluations. »*

Elle souhaite également conserver son rendement professionnel et sa présence auprès de sa famille pendant ses études. Cependant, même à la FEP, elle éprouve parfois des difficultés. *« Je trouve qu'il y a quand même de fortes exigences au certificat »*, admet-elle.

Remises en question

Après une première année exigeante, Marie a décidé de prendre une pause ce trimestre et de ne s'inscrire à aucun cours. Si elle ressentait initialement de la culpabilité face à cette décision, elle s'est rapidement sentie fière d'avoir pris conscience de ses besoins personnels. *« On nous pousse tellement à être efficaces, à être productifs, à être des "hustlers",* regrette-t-elle. *Dans toutes les sphères de nos vies, il faut cocher toutes les cases et, en fait, ça rime à quoi ? Je me pose la question. »*

Selon Tanya, l'UdeM est un milieu qui invite les étudiant·e·s à avoir une vie active tout en excellant dans ses études. Bien qu'elle soit à l'aise avec ce mode de vie grâce à une bonne gestion du temps, l'étudiante admet que ses résultats universitaires ont parfois été affectés. *« C'est vraiment quelque chose qui m'amène à me remettre en question, de voir que ce n'est peut-être pas le mode de vie idéal quand on enchaîne autant de choses,* estime-t-elle. *Quand on est dans trop de choses, on n'est dans rien, finalement. »*

Dans de telles circonstances, M. Brunet rappelle que reconnaître ses bons coups et apprécier les résultats des actes accomplis est nécessaire pour subsister dans un mode de vie aussi rigoureux. *« On fait une tâche parce qu'on y croit*, souligne-t-il. *On est étudiant parce que l'on croit à ce dans quoi on étudie, mais ce n'est pas une fin en soi. »* ◆

SE RELEVER APRÈS UN *BURNOUT* ÉTUDIANT

Si le tabou de l'épuisement (*burnout* en anglais) étudiant tend à se dissiper ces dernières années, l'après est encore rarement évoqué. Comment les personnes qui le subissent continuent-elles leur parcours ?

PAR ALEXIA BOYER

Photomontage | Juliette Diallo

L'épuisement peut entraîner de grandes remises en question. Il est important de reconnaître les facteurs qui y ont mené pour éviter de le revivre.

Le terme « *burnout* » est très répandu depuis plusieurs années. Traduit en français par « syndrome d'épuisement professionnel », ce phénomène n'apparaît toutefois pas que dans les environnements de travail. Il concerne également les étudiant·e·s et se traduit alors par « épuisement étudiant ».

L'étudiant de troisième année au baccalauréat en cinéma Cal Gutierez a connu une période d'épuisement lors de sa deuxième année de DEC en techniques de l'informatique, pendant laquelle il suivait également des cours préuniversitaires. *« J'ai continué à aller à l'école, mais j'ai arrêté de faire tout ce que je devais faire à côté »,* explique-t-il. La dépression et l'anxiété l'ayant empêché de poursuivre son cheminement comme il l'aurait souhaité, il s'est finalement réorienté vers un programme en arts, lettres et communication.

L'étudiante en deuxième année à l'UdeM Léonie* a pour sa part également connu une période d'épuisement lors de ses études

collégiales. Elle effectuait alors un DEC en danse-interprétation contemporaine, qui comptait 52 heures de formation par semaine, et cumulait un emploi à temps partiel pendant les fins de semaine afin de couvrir ses frais de scolarité et ses dépenses personnelles.

> *« Faire des démarches, c'est être en train de s'aider. »*
>
> **Josée Sabourin**
> Psychologue au CÉSAR

À cet emploi du temps déjà chargé s'ajoutaient quatre heures de transport quotidien, qu'elle devait effectuer entre son domicile de la Rive-Nord de Montréal et son école située en plein centre-ville. *« J'ai associé la danse à un trauma, donc j'ai complètement arrêté* [*à la sortie de l'école*] *»,* confie-t-elle, bien qu'elle ait obtenu son diplôme à l'issue de quatre ans intenses de formation.

Deuil et guérison

Trois spécialistes de l'accompagnement des étudiant·e·s, qui œuvrent au sein du Centre étudiant de soutien à la réussite (CÉSAR) de l'UdeM, apportent également leur expertise quant à ces expériences.

Selon la psychologue Josée Sabourin, une personne est sortie de son épuisement professionnel ou étudiant *« dès qu'elle recommence à pouvoir étudier, à être en partie fonctionnelle ».* Léonie et Cal affirment toutefois garder des séquelles de cette période. *« Je ne me considère plus en* burnout*, mais le TDAH, l'anxiété et la dépression restent »*, précise Cal. Léonie, quant à elle, a constaté que la fatigue revenait plus facilement qu'avant. L'orthopédagogue Joëlle Varin confirme que plusieurs étudiant·e·s rapportent rencontrer des problèmes de mémorisation après avoir vécu un épuisement, et craignent souvent de vivre à nouveau cette épreuve.

« On peut être inquiet, se demander si ça va rester, mais les gens ont beaucoup de ressources, assure Mme Sabourin. *Faire des démarches, c'est être en train de s'aider. Ils vont construire des outils, être mieux équipés pour faire face. »* Elle mentionne que comprendre les facteurs qui ont mené à l'épuisement est très important, afin de ne pas les revivre. Cette démarche peut toutefois entraîner une période de deuil, comme le fait d'accepter de ne pas avoir *« l'énergie qu'on aimerait avoir pour faire face aux tâches demandées ».*

« L'orthopédagogie peut être une ressource qui va aider pour tout ce qui concerne la mémorisation ou la fatigue », poursuit Mme Varin.

Photo | Juliette Diallo

Les troubles de mémoire peuvent parfois survenir à la suite d'un épuisement professionnel ou étudiant.

Elle ajoute d'ailleurs que mettre en place des stratégies d'études et revoir leur mode de fonctionnement contribue à diminuer les risques de revivre de l'épuisement, notamment en travaillant sur la gestion de l'anxiété ou sur les troubles de l'attention. *« L'enjeu, c'est d'apprendre à mieux se connaître maintenant »,* indique-t-elle. Par exemple, l'orthopédagogue aide souvent les étudiant·e·s qu'elle rencontre à travailler sur l'identification et la reproduction des conditions dans lesquelles ils sont le plus productifs pour étudier.

Nouvelles perspectives

« Souvent, on a appris des choses, une nouvelle conception du rapport à l'échec », confirme Mme Sabourin. Cal mentionne avoir notamment beaucoup travaillé sur son anxiété de performance. *« Je ne veux pas me contenter du médiocre si je suis capable de mieux, mais je me dis qu'il faut 60 % pour avoir le diplôme »,* relativise-t-il.

> *« Si tu ne* crash *pas tout de suite, tu vas* crasher *plus tard. »*
>
> **Cal Gutierrez**
> Étudiant au baccalauréat en cinéma

« Le burn-out *entraîne de grandes remises en question »,* souligne la conseillère d'orientation Angélique Desgroseillers, qui accompagne parfois des étudiant·e·s exprimant des doutes relatifs à leur choix d'études à la suite d'une période d'épuisement. Elle ajoute que les accompagner peut cependant être difficile, car leur état les amène à *« douter de qui ils sont réellement ».*

Léonie, par exemple, avoue avoir fait l'expérience d'un véritable *« creux identitaire »* à l'arrêt de la danse. Elle rapporte aussi avoir eu le sentiment d'avoir *« perdu* [*s*]*on identité civile »* tant sa vie se résumait auparavant à sa pratique artistique.

« Ça a pris du temps, mais ça m'a permis de prendre du recul et de voir d'autres possibilités », admet Cal, qui envisageait initialement de se tourner vers des études en génie informatique ou logiciel. *« Je pense quand même que mes études en cinéma ne sont pas une perte de temps,* estime-t-il. *Je pense que je peux faire mon propre chemin avec mon expérience. »*

Il envisage notamment de s'orienter dans le domaine du jeu vidéo, où il pourrait à la fois mettre à profit ses compétences en cinéma et en informatique. *« Le DESS en arts, création et technologies [à l'UdeM] m'intéresse vraiment »,* précise celui qui souhaite d'abord retourner au cégep pour terminer sa formation en informatique.

« Parfois, on pense que c'est un sprint *et qu'il faut commencer à travailler le plus vite possible,* explique Cal. *Mais si tu ne* crash *pas tout de suite, tu vas* crasher *plus tard. »* Il conseille notamment de ne pas hésiter à rallonger la durée de ses études sans culpabilité *: « tu n'es pas un raté parce que tu as pris un an de plus* [*pour obtenir ton diplôme*] *».*

Vers l'épanouissement

Cal a vécu sa période d'épuisement entre ses 18 et ses 20 ans, puis il a continué à éprouver des troubles dépressifs pendant la pandémie. *« Je n'avais pas autant de responsabilités* [*que les personnes plus âgées*] *à cet âge-là, je vivais chez mes parents,* concède-t-il. *Au moins, je n'étais pas à un âge où j'avais un loyer, des enfants. »* Il avoue se sentir parfois en retard par rapport aux personnes qui l'entourent à l'Université, mais se rappelle que *« c'est correct, chacun fait son propre chemin ».*

« Autant c'est désolant et difficile de traverser ça, autant ça te forge, pense Léonie. *Je suis passée d'une jeune naïve à quelqu'un qui sait se faire sa place. »* L'étudiante est d'ailleurs aujourd'hui présidente de l'association des étudiant·e·s de son baccalauréat. Alors qu'elle ne pensait initialement pas s'investir dans la vie associative en reprenant ses études, elle a fait la rencontre d'une étudiante qui l'a encouragée dans cette voie. *« Ça faisait super longtemps que je ne m'étais pas sentie faire partie de quelque chose,* avoue Léonie. *Je me suis construit une nouvelle identité d'étudiante qui m'a redonné confiance en moi. »* ◆

*Afin de ne pas pouvoir être retrouvée lors de recherches sur Internet, l'étudiante a préféré utiliser un pseudonyme.

L'AMOUR AU CENTRE DE L'IDENTITÉ

Dans le documentaire *Má Sài Gòn (Mère Saigon)*, le réalisateur Khoa Lê immerge le public dans la vie des individus des rues animées de Saigon, qui vivent leur identité de genre et de sexualité dans des contextes familiaux encore imprégnés de traditionalisme.

PAR ABDEL SABER SADOU

« *L'amour existe quand tu es capable de voir au-delà de tout.* » Cette phrase de l'un des intervenants anonymes résonne particulièrement dans le documentaire, qui a obtenu le prix spécial du jury de la compétition nationale longs métrages aux Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM), en 2023.

Tout au long du film, l'amour se révèle une force capable de traverser les frontières de la tradition. Sans filtre, les portraits des protagonistes, dont les prénoms ne sont pas révélés, mettent l'accent sur les luttes quotidiennes, les triomphes personnels et la résilience des personnes qui défient les normes sociales pour être elles-mêmes.

Aller à l'encontre de modèles familiaux hétéronormés peut s'avérer ardu pour la communauté 2SLGBTQIA+ du Vietnam. Par l'entremise de rencontres avec des familles du pays, le documentaire illustre la complexité des relations amoureuses et familiales dans une société où subsistent les traditions. *« Le documentaire tourne autour du regard de la famille et* [*de la façon dont*] *il façonne qui nous sommes,* explique le réalisateur Khoa Lê en entrevue avec *Quartier Libre*. *Chacune des histoires est marquée par l'acceptation progressive par leurs proches. »*

Dès les premiers instants, la caméra plonge le public dans l'intimité d'un jeune couple gai sur le point de se marier après sept années de vie commune. Le contraste entre l'excitation de l'un et la mélancolie de l'autre révèle les tensions et les espoirs qui habitent leur relation.

Une mosaïque de vécus

Ces récits personnels trouvent une résonance particulière dans le traitement cinématographique de M. Lê. Le réalisateur, qui a produit des vidéos allant de la publicité au court-métrage, offre un regard intime en révélant des capsules de vie fragmentées.

Il précise que son but était de laisser à l'auditoire la possibilité de se laisser porter par ses propres émotions. *« Le film n'est pas là dans un dessein didactique, il montre le plus fidèlement l'histoire de toutes ces familles »*, affirme M. Lê.

Photo | Abdel Saber Sadou

En se montrant réellement intéressé et ouvert, le réalisateur Khoa Lê a pu peindre un portrait fidèle à la réalité et à la banalité du quotidien des personnes 2SLGBTQIA+.

La caméra devient ainsi le témoin silencieux de ces moments d'intensité émotionnelle. *« Toutes les personnes rencontrées sont devenues des amies,* confie-t-il. *Il était nécessaire pour moi d'être dans une approche de rencontre, j'ai appris à les connaître. »* Le réalisateur ajoute qu'en se montrant réellement intéressé et ouvert, il a pu peindre un portrait fidèle à leur réalité et à la banalité de leur quotidien.

Le montage, subtil et évocateur, mélange les scènes des différentes histoires pour créer un récit poétique où la mélancolie côtoie l'espoir et où la tristesse se mêle à la joie.

La culture drag queen

Má Sài Gòn (Mère Saigon) brosse le portrait de la *« mère »* d'une troupe de drag queens et dévoile une famille unie par un désir d'expression et de libération. Le public les suit ainsi dans les coulisses de leurs spectacles et est invité dans un quotidien ponctué de rires, de création, de tenues hautes en couleur, de doutes et de moments d'introspection profonde. Au-delà des strass et des paillettes, le documentaire narre l'histoire d'une mère de remplacement qui dédie sa vie à recueillir les drag queens dans sa troupe.

« La première fois que j'ai vu une personne transgenre, c'était lors de la venue d'une troupe similaire dans mon village », témoigne l'une des drag queens. Cette représentation concrète de son identité et de sa communauté a marqué un tournant dans sa vie.

Selon un article du média *Slate* publié en 2019, au Vietnam, les cultures drag queen et transgenre se sont considérablement développées ces dernières années. Elle émerge progressivement sur scène, notamment grâce à des groupes tels que Lotto Group Troupe, qui proposent des spectacles combinant la tradition vietnamienne et les influences contemporaines de la culture 2SLGBTQIA+, afin de vendre des billets de loterie.

Le documentaire offre un réel moment d'amour lorsque la caméra s'attarde sur le regard ému d'une mère au cours de la représentation d'un *drag show* dans lequel joue son fils. *«* [*Cela*] *montre l'influence essentielle de la perception d'une mère sur soi,* explique M. Lê. *On se construit en très grande partie à travers le regard de ses proches »*. *Má Sài Gòn* constitue donc une odyssée au cœur de ces identités et des liens familiaux. ◆

Vous êtes

bilingue, trilingue… même quadrilingue ?

Affichez fièrement les langues que vous maîtrisez !

Passez un test de compétences linguistiques et l'Université de Montréal vous décernera une attestation.

Université de Montréal
et du monde.

ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ

Si les deux sororités et la fraternité de l'UdeM sont issues d'une ancienne tradition anglo-saxonne, elles s'adaptent à l'air du temps. Ces trois organisations francophones souhaitent d'ailleurs se défaire des clichés qui leur collent à la peau.

PAR AURÉLIA CRÉMOUX

Photo | Courtoisie | Luna Crugnola

La sororité Nu Delta Mu est devenue la première sororité francophone et féministe sous le mandat de l'ancienne coprésidente Océane Corbin.

« Je sais que c'est un stéréotype qui nous pourchasse dans la communauté grecque, mais à l'UdeM, la politique est extrêmement stricte sur le harcèlement et le bizutage*, assure la coprésidente de la sororité Nu Delta Mu Apolline Labeta. *En plus, ce n'est pas dans nos valeurs. »*

Changer la réputation des organisations du « monde *greek* » est aussi l'une des missions que se donne le coprésident de la fraternité Sigma Thêta Pi Rayan Amara. *« Par rapport à l'image des fraternités américaines, qui ont parfois des rituels très discutables, nous sommes contre tout ce qui est bizutage »,* affirme l'étudiant de troisième année en génie logiciel à Polytechnique. Il ajoute que les personnes qui remettraient en cause l'intégrité physique et morale des membres seraient punies fermement.

Pour maintenir l'entente entre leurs membres, les trois organisations ont d'ailleurs nommé des médiateur·rice·s. *« On a un système de défense, un corps régulateur dans la fraternité, qui permet de faire une médiation pour pallier tous les conflits, que ce soit à l'interne ou à l'externe »,* explique Rayan. Par voie de courriel, la porte-parole de l'UdeM, Geneviève O'Meara, confirme d'ailleurs qu'il n'y a *« jamais eu d'enjeux »* quant aux trois regroupements.

Fondées à Montréal entre 2008 et 2011, les organisations ont depuis adopté des politiques pour reconnaître la diversité de genre et sexuelle. *« On a eu la réflexion depuis plusieurs sessions et ça s'est concrétisé cette année : on accepte désormais toutes les personnes qui* [*s'identifient*] *comme femmes »,* précise l'étudiante à la maîtrise en droit des affaires Apolline Labeta.

Elle souligne que la sororité Nu Delta Mu est la première sororité francophone et féministe, ce qui est extrêmement rare, selon elle. « *L'un de nos objectifs est de* [*contribuer à renforcer la*] *place de la femme dans la société et de donner aux femmes un espace pour discuter des problèmes qu'elles y rencontrent »,* poursuit-elle.

L'étudiante à la maîtrise en criminologie et coprésidente de la sororité Zeta Lambda Zeta Elisa Riaud confirme également que

n'importe quelle personne s'identifiant comme femme peut intégrer le regroupement.

La fraternité Sigma Thêta Pi dispose elle aussi d'une politique similaire, acceptant dans ses rangs toute personne qui s'identifie comme homme. « *Beaucoup de nos membres ont des orientations sexuelles différentes, on trouve important que les gens viennent d'horizons différents »,* ajoute Rayan.

La francophonie

« Pour entrer dans la sororité, les filles doivent savoir parler français, prévient Apolline. *On avertit nos membres que l'anglophonie a une part importante, mais qu'entre nous, on parlera français. »*

Elisa précise que la francophonie est même l'un des piliers de l'organisation Zeta Lambda Zeta. *« Beaucoup de filles ont le français comme deuxième langue, mais tant qu'on arrive à communiquer, il n'y a pas de souci avec ça »,* rassure-t-elle.

Ce qui détermine si une organisation est francophone ou anglophone est la langue de l'établissement ou de la ville où le premier chapitre (Apha) de l'organisation voit le jour.

La fraternité Sigma Thêta Pi et la sororité Zeta Lambda Zeta ont été fondées en France. Quant à Nu Delta Mu, Montréal est son lieu de naissance. Les fondateur·trice·s ont décidé d'en faire des regroupements pleinement francophones.

Rayan estime d'ailleurs que l'héritage francophone de la fraternité favorise un environnement respectueux. *« Puisqu'on est une fraternité francophone, on est très bienveillant, on a plus de chaleur et de proximité entre nous, qui sont notamment issues de la culture française »,* souligne-t-il. La fraternité déploie même une table de bière-pong lors de ses activités de recrutement, invitant les membres potentiels à s'exercer. Les deux sororités et la fraternité collaborent aussi régulièrement pour la tenue d'évènements.

Plus que de simples amis, c'est une relation de *bromance* que la fraternité travaille à maintenir entre les membres. *« On est venu ici avec l'objectif de trouver une famille, des frères »,* confie Rayan. Le Français d'origine tunisienne indique ironiquement que l'organisation est *« la tour de Babel »*. Représentations française, tahitienne, haïtienne, maghrébine ou québécoise : la diversité est une marque de fierté pour le coprésident.

Photo : Juliette Diallo

Changer la réputation des organisations du « monde greek » est aussi l'une des missions que se donne le coprésident de la fraternité Sigma Thêta Pi, Rayan Amara (à droite).

Elisa abonde dans ce sens. *« L'internationalité est l'une de nos valeurs,* affirme-t-elle. *La sororité est un* melting pot *de la francophonie, des confessions religieuses, des styles vestimentaires, d'ethnies. »* En plus d'être une deuxième famille pour ses membres parfois arrivées seules de l'étranger, la sororité apporte du soutien à ces dernières, grâce aux compétences complémentaires des personnes qui la composent. *« On s'aide dans les papiers d'immigration ou pour les problèmes avec la régie du logement, par exemple »,* illustre Apolline.

Des valeurs ancrées

La participation à des activités de bénévolat est obligatoire pour les membres actifs·ves des trois organisations. *« On a une responsable philanthropie qui cherche du bénévolat pour les filles et elle poste les propositions sur notre groupe »,* explique Elisa.

La situation est identique pour la sororité Nu Delta Mu, dont l'une des causes officielles est la Maison Simonne Monet-Chartrand, qui vient en aide aux femmes victimes de violences. *« On avait aussi participé en 2019, à l'UdeM, à des conférences sur les violences obstétricales et les violences gynécologiques faites aux femmes »,* ajoute Apolline.

Le coprésident de la fraternité Sigma Thêta Pi explique pour sa part que les membres de celle-ci s'impliquent aussi sur le plan philanthropique, y compris auprès des causes en lien avec la santé mentale des hommes. Toutefois, si l'organisation s'implique socialement, Rayan maintient qu'*« être apolitique, pour que toutes les personnes se sentent bienvenues, et pour garder* [*sa*] *réputation »* est important.

L'excellence universitaire, mais aussi sportive, fait partie des piliers des organisations. Rayan maintient que bien qu'elle soit visée, le regroupement ne se veut pas *« élitiste »*.

« Ça consiste à se dépasser personnellement », explique-t-il, ajoutant que les membres doivent se comporter en *« gentlemen »* et considérer autrui avec décence, politesse et équité.

La coprésidente de la sororité Zeta Lambda Teta Dalel Allagui précise que même si l'excellence est l'une des valeurs de l'organisation, *« il n'y a pas vraiment de critères requis de note pour rejoindre la sororité. »*

Au-delà des amitiés, les membres de ces regroupements développent un réseau et acquièrent une expérience de vie. *« Le réseau socioprofessionnel de la fraternité est assez étendu*, affirme Rayan. *Il y a de l'aide de la part des* alumnis*, pour s'insérer sur le marché du travail par exemple. »*

Pour Elisa, le fait d'avoir la responsabilité de la sororité est une plus-value dans ses compétences. *« Savoir s'entendre et travailler avec vingt-sept personnes est un vrai plus pour la vie professionnelle »,* révèle-t-elle.

Apolline est présentement en pleine course aux stages et elle a décidé de mentionner dans son CV qu'elle était présidente d'une sororité. *« Tous les recruteurs m'ont posé la question de savoir ce que c'était, ce que je faisais »,* précise-t-elle.

Arrivée de Belgique en 2019, l'ancienne membre de Nu Delta Mu Océane Corbin assure quant à elle que c'est son expérience dans la sororité qui l'a aidée à trouver sa voie professionnelle. Après son passage au sein de celle-ci, elle a décidé de poursuivre une concentration en études féministes, dans le cadre de sa maîtrise en communication à l'UQAM.

Le déclic : avant de devenir coprésidente, elle était responsable aux communications de l'organisation et gérait un site Web ainsi que des médias sociaux. *« Ma vie ne serait pas la même si je n'avais pas été dans la sororité »,* confie-t-elle. C'est d'ailleurs durant sa présidence que Nu Delta Mu est officiellement devenue féministe. ◆

* Les fraternités et sororités utilisent des lettres grecques pour se désigner. Ces organisations sont aussi dites du « monde grec ».

Photo | Courtoisie | James Hajjar

MAIS QU'EST-CE QUE C'EST, LE *CHEERLEADING* ?

Qui dit football dit souvent meneurs·ses de claque. Mais les prestations vues sur les lignes de touche ne représentent qu'une des trois minutes et trente secondes du travail que les équipes de *cheer* présentent en compétition.

PAR MOHAMMED AZIZ MESTIRI

« *Le* cheerleading, *c'est extrêmement compliqué* », admet l'une des capitaines de la section All Girl des Carabins, Marie Sabourin. Une préparation au rythme de trois séances d'entraînement par semaine, pendant près de huit mois, débouche sur une routine de deux minutes et trente secondes, explique l'étudiante en troisième année au baccalauréat en psychologie. S'ajoute un segment d'une minute, le *chant*.

Devenu obligatoire en compétition depuis 2018, ce segment de la routine teste la capacité de la troupe à animer et à diriger la foule. *« C'est le* cheerleading *qu'on voit dans les matchs de football, où on va avoir des danses à faire et des petites prestations »*, précise Marie.

Des *« petites »* prestations, car à la conclusion de cette première minute, celles-ci laissent place aux pyramides à deux étages et aux projections avec inversions, tels les saltos arrière ou les vrilles. Ces manœuvres sont permises uniquement dans la septième et la plus haute division de meneur·ses de claque du pays, dans laquelle évoluent l'équipe All Girl ainsi que l'équipe mixte des Carabins (Coed), souligne Marie.

Risques et stratégies

« Ce qu'on fait au football est très simplifié, parce qu'on ne veut pas que ça soit dangereux, ajoute la voltigeuse, qui tient le rôle de la personne soulevée et projetée dans les airs. *Je mets ma vie littéralement entre les mains des autres. »*

Les blessures sont légion dans ce sport où *« tomber plusieurs fois avant que ça ne fonctionne »* est nécessaire, selon elle. Coups, commotions cérébrales, doigts fracturés et même rupture des ligaments croisés, comme en atteste son homologue de l'équipe mixte, Julian Reed, sont en effet monnaie courante.

Pour sa cinquième et dernière année au sein des Carabins, Julian a changé de rôle dans l'équipe pour désormais servir de soutien à l'avant d'une formation de cascade. *« Je suis rendu* front *pour remplacer une fille qui s'est fait deux hernies discales »*, révèle celui qui est également étudiant en troisième année au baccalauréat en enseignement de l'univers social.

« Honnêtement, chaque année, on a plusieurs blessures, c'est inévitable », admet l'entraîneuse-chef des deux équipes, Karolane Landry. Dans un sport où la chorégraphie est minutieuse et où jusqu'à 27 personnes synchronisent leurs gestes selon leurs rôles spécifiques, une seule absence et *« c'est terminé »*, précise celle qui a également été médaillée d'or au championnat du monde en 2018.

Marie trouve que la présente saison est particulièrement difficile, voire malchanceuse, à la vue du nombre d'absences au sein des effectifs. *« Nos* coachs *devaient trouver des solutions chaque semaine pour que l'on continue de performer »*, estime la capitaine.

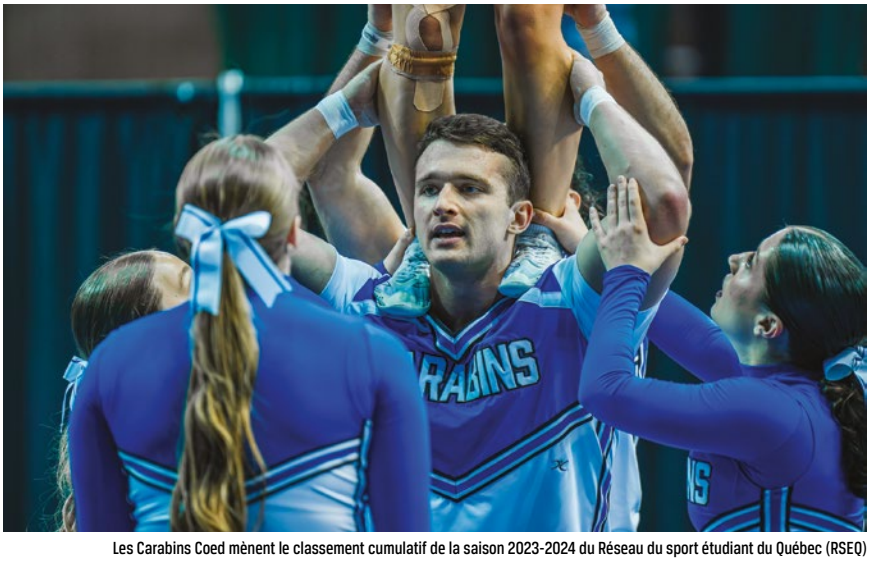
Les imprévus imposent un changement de stratégie. Ajuster régulièrement la chorégraphie du groupe est essentiel pour pouvoir trouver le juste équilibre entre les forces des meneur·ses de claque disponibles et la routine susceptible de rapporter le plus de points en compétition.

Des juges notent en effet chacune des composantes de la routine, en tenant compte de la

Les deux équipes de meneur·ses de claque des Carabins disputent les 16 et 17 mars la quatrième et dernière manche provinciale de leurs compétitions respectives.

Photos | Courtoisie | James Hajjar

L'entraîneuse-chef, Karolane Landry



Les Carabins Coed mènent le classement cumulatif de la saison 2023-2024 du Réseau du sport étudiant du Québec (RSEQ) avec 58 points. L'équipe est talonnée par le Vert & Or de l'Université Sherbrooke, qui a 50 points.

difficulté de la manœuvre tentée, mais aussi de la justesse quant à l'exécution. Un pari s'impose alors : faudrait-il tenter une manœuvre plus difficile, mais dont l'exécution parfaite rapporterait un nombre conséquent de points ? Ou serait-il plus sage d'accomplir un plus grand nombre d'éléments techniques qui rapportent moins de points individuellement, mais qu'il est plus facile d'exécuter pour accumuler des points ?

« [Mon rôle] en tant qu'entraîneuse, c'est de juger quels sont les meilleurs éléments que je peux mettre dans ma routine, qui sont les plus difficiles, mais qui vont quand même être exécutés à la perfection », explique Mme Landry.

Les juges disposent d'une grille afin de procéder à l'évaluation la plus objective possible, avance l'entraîneuse-chef, qui a elle-même suivi la formation pour pouvoir noter des prestations. *« Les juges restent humains, et les routines qu'ils comparent vont vite*, nuance-t-elle. *C'est arrivé qu'on pose des questions après avoir vu une note. »* Le fonctionnement prévoit toutefois la possibilité de délibérer avec le panel pour avoir des explications, mais aussi pour demander une revue du pointage.

Si une équipe peut avoir confiance en sa routine, elle n'assiste toutefois pas aux prestations des adversaires qui passent avant elle. *« On découvre notre rang en même temps que nos parents,* détaille Julian. *C'est ce qui donne de beaux moments dans le sport, le moment où on attend la remise et où on se fait annoncer au micro. »*

Des a priori

« Je ne savais pas dans quoi je m'embarquais », se remémore Mme Landry au sujet de sa décision de commencer son parcours de meneuse de claque en 2003. Elle se souvient que la discipline était bien plus considérée comme une composante du football et moins un sport à part entière.

Elle juge néanmoins que le grand public ne connaît pas encore pleinement ce qu'est le niveau compétitif, car l'association avec le football reste encore prévalente.

La distinction est pourtant claire pour l'entraîneuse-chef : les meneuses de claque de la National Football League (NFL), par exemple, sont des danseuses, et non des meneuses de claque acrobatiques, selon elle.

Julian avait failli mettre fin prématurément à son parcours, amorcé au Collège Jean-Eudes à l'âge de 16 ans. *« J'ai eu une réflexion d'adolescent masculin : si je commence le* cheer, *est-ce que le reste de l'école va croire que je suis* gai *? »,* révèle-t-il.

Découvrir la part athlétique des meneur·ses de claque a été une surprise pour Marie, pendant ses cinq ans de pratique au secondaire, au Collège Letendre de Laval. Elle reconnaît que son sport est difficile à apprécier pour une personne qui n'en fait pas. *« Moi la première, j'avais des préjugés avant de commencer,* admet-elle. *Je pensais que j'allais faire des roues et danser. »*

Les routines aux matchs de football — en compétition et au stade — continuent de faire partie de la discipline. *« J'adore faire les matchs de foot, mais ce n'est pas un avis partagé par tout le monde dans les deux équipes »*, avance Marie. Le cœur du débat : à quel point le football révèle-t-il ou dénature-t-il l'image du sport et de ses athlètes ?

Pour Mme Landry, le nerf de la guerre pour le sport à l'échelle mondiale, c'est d'évoluer et de se dissocier du *« stéréotype de la pom-pom girl. »*

La nouvelle réglementation quant à l'uniforme des meneuses de claque en est un exemple. La International All Star Federation (IASF), organe régulateur des meneur·ses de claque à l'échelle mondiale, a banni en 2021 les uniformes à pièces multiples, qui ne couvrent pas l'abdomen d'une meneuse de claque. Le règlement est entré en vigueur l'année dernière au pays, sous l'égide de Cheer Canada.

La discipline est somme toute récente et encore en développement, explique Mme Landry. Les révisions et les réformes ne manquent donc pas. L'objectif ultime est d'en faire une discipline olympique. *« À l'interne, le plus gros débat, c'est comment uniformiser le sport pour qu'on soit encore pris plus au sérieux »*, décrit l'entraîneuse-chef.

Une telle structuration du sport permettrait aussi de développer un circuit complet de compétitions sur tous les plans, et qui manque encore à la discipline. ◆

FAIRE RIRE ET FAIRE CHANGER LES MENTALITÉS

Certaines soirées d'humour prennent un tournant plus engagé et inclusif ces dernières années au Québec. Au-delà de faire rire, les humoristes qui y participent veillent à sensibiliser le public à certaines causes sociales, tout en donnant de la visibilité aux personnes qui en ont le moins.

PAR MATHIAS POISSON

«L'*art qui n'est pas engagé est un art qui ne sert à rien, selon moi,* affirme l'humoriste cofondatrice du collectif Les Allumettières et du cabaret-spectacle *Bienvenue aux dames*, Emna Achour. *L'art peut aussi se voir comme du divertissement, mais je trouve que les artistes ont tellement une belle tribune que ne pas s'en servir à bon escient, c'est passer à côté de quelque chose. »*

> *« Je pense que les humoristes engagés, avant de dire quelque chose sur scène, vont lire des livres, des articles, et vont s'informer. »*
>
> **Emna Achour**
> *Humoriste*

Photo | Courtoisie | Martin Métivier

L'humoriste Emna Achour est la cofondatrice du collectif Les Allumettières et du cabaret-spectacle *Bienvenue aux dames.* Elle a aussi cocrée la page Instagram @pasdefillessurlepacing.

Depuis quelques années déjà, plusieurs figures de l'humour se sont fait connaître sur les scènes québécoises pour leurs choix de sujets engagés. C'est le cas, par exemple, de l'humoriste cofondatrice du spectacle *Womansplaining Show*, Anne-Sarah Charbonneau. Tout comme Emna, elle axe ses performances autour de son appartenance à des communautés minoritaires. Dans leurs numéros respectifs, toutes deux abordent des causes sociales telles que le féminisme, l'antiracisme ou l'environnement. Les deux humoristes, qui ont entamé leur carrière en 2019, semblent apporter un vent de changement dans le milieu.

Reprochant à la scène humoristique provinciale de ne pas être assez inclusive, Anne-Sarah et Emna font partie d'une cohorte d'artistes qui tendent à rendre cette scène plus représentative et plus diversifiée. Plusieurs initiatives comme celles du *Womansplaining Show*, *Bienvenue aux dames* ou encore Les Allumettières invitent seulement des femmes et des personnes issues de la diversité de genre et sous-représentées sur les scènes d'humour.

Emna est l'une des cocréatrices de la page Instagram *@pasdefillessurlepacing.* Des affiches de spectacles dans lesquels la programmation ne laisse place à aucune femme sont publiées collectivement pour dénoncer la tendance des « *boys club* » dans l'industrie.

Militer à travers l'humour

Prendre des mesures, se responsabiliser et mettre à profit son pouvoir d'influence pour servir des causes, tel est le credo sur lequel se base Emna dans la pratique de son art. Selon elle, le potentiel que représente l'humour pour transmettre des messages politiques est si grand que ne pas en profiter serait regrettable. *« Il y a des gens qui bloquent le pont pour parler de l'environnement et éveiller les consciences,* explique l'humoriste. *Moi, je profite du fait que je sois sur scène devant des centaines de personnes qui ne peuvent pas m'interrompre, pour parler de l'environnement. »*

Ces propos font écho aux convictions du jeune humoriste William Bindia, qui espère pouvoir vivre un jour de son art. *« Quand tu as plein de personnes qui te regardent et qui t'écoutent, au-delà de le vouloir, c'est quasiment un devoir de faire passer des messages »*, estime-t-il.

Montréal est une ville connue pour ses scènes de monologue comique (*stand-up*), sur lesquelles naissent et se produisent de véritables vedettes. Les humoristes à succès se retrouvent parfois acteur·rice·s, comédien·ne·s ou chroniqueur·euse·s, profitant alors d'une exposition médiatique *« disproportionnée »,* selon Emna. *« J'aurais pu devenir autrice de livres et passer mes messages comme ça, mais je savais*

Photo | Courtoisie | Jules Deforge

L'ancien étudiant de l'UdeM Balthazar Balland est membre de la scène humoristique québécoise et française.

que l'humour jouissait de cette crédibilité, de cette notoriété et de cette tribune immense au Québec », révèle-t-elle.

Dans le cas d'Anne-Sarah aussi bien que dans celui d'Emna, la frontière entre militantisme et humour est parfois poreuse, voire inexistante. *« Je ne serais pas humoriste si je n'étais pas engagée, féministe, antiraciste »,* poursuit Emna. Même si pour sa collègue Anne-Sarah, le but premier n'est pas de militer sur scène, celle-ci a conscience que les sujets qu'elle aborde, tirés de son vécu de personne queer, peuvent prendre un tournant politique. *« C'est sûr que je vais parler de moi »,* confie-t-elle.

Elle affirme que dans sa vie privée, comme dans celle de ses collègues, elle est très militante et que ça se reflète naturellement dans son humour.

Interpeller et représenter le public

Selon Emna, l'humour inclusif permet de toucher un tout nouveau public, qui ne se sentait pas représenté par les spectacles d'humour traditionnels. *« La plupart des humoristes que je vais voir, ce sont des humoristes quand même engagés,* témoigne Coralie, l'une des spectatrices venues assister à un spectacle au Terminal comédie club. *Je n'aime pas l'humour oppressant envers certaines communautés. »*

L'ancien étudiant de l'UdeM Balthazar Balland, membre de la scène humoristique québécoise et française, explique que *« tout peut être politisé, mais l'objectif reste de faire rire. Si les gens ne se sentent pas inclus, ils ne pas vont se sentir interpellés, ou bien ils vont avoir la sensation de perdre leur temps »*, ajoute-t-il.

Pour Emna, son humour est un travail de vulgarisation, qui demande une certaine éducation et des connaissances sur ces enjeux. *« Je pense que les humoristes engagés, avant de dire quelque chose sur scène, vont lire des livres, des articles,*

Photo | Courtoisie | Ariane Famelart

L'humoriste Anne-Sarah Charbonneau est la cofondatrice du spectacle Womansplaining show. Elle axe ses performances autour de son appartenance à des communautés minoritaires.

et vont s'informer, précise-t-elle. *Moi, j'ai des dizaines de livres sur la sociologie, le féminisme, l'environnement, desquels je m'inspire. »*

Un état des lieux

Selon Emna, malgré leur succès commercial conséquent, ces soirées d'humour restent encore nichées. *« La télévision donne peu de tribunes à cette scène* woke*, qui vend pourtant des billets et gagne* [*souvent*] *très bien sa vie*, souligne l'humoriste. *Moi, je fais des* sold-outs *de mes* shows*, mais personne ne veut me produire, parce que je dérange trop. »* Elle ajoute que les grands producteurs *« en haut de l'échelle »* pensent que ce genre de spectacle ne vend pas de billets.

Les initiatives comme la page Instagram *@pasdefillessurlepacing* tendent justement à influencer les mentalités, selon elle. *«* Pas de filles sur le pacing*, c'est sûr que ça m'a mis à dos beaucoup de personnes, mais ça a eu l'effet que j'attendais : provoquer des remises en question »,* se réjouit Emna. Elle confie d'ailleurs que même si le compte Instagram n'avait pas pour but de cibler certaines soirées au départ, certaines d'entre elles craignent désormais de s'y retrouver.

L'une des missions du programmateur du Terminal comédie club, Guillaume Paquin, est d'être le plus inclusif possible. *« Des initiatives comme* Pas de filles sur le pacing *permettent de rouvrir la discussion,* affirme-t-il. *D'après moi, c'est juste une question de temps pour avoir des* pacing *paritaires. »*

Un autre changement observable est notamment l'approche d'une formation plus inclusive à l'École nationale de l'humour. *« Ça a vraiment créé un* safe space *qui est de plus en plus représentatif du milieu,* confirme l'humoriste diplômé en 2023 de la première cohorte paritaire de l'établissement, Thomas Bédard. *En ce moment, c'est la troisième cohorte consécutive qui est paritaire. »* Il souligne que de plus en plus des membres sont également issus de la diversité culturelle et de genre.

« J'ai l'impression qu'il y a tellement de styles et de publics différents que l'humour va juste se polariser et qu'il va juste y avoir plusieurs niches », estime Anne-Sarah.

Pour Emna, l'aspect « *éducatif* » de l'humour engagé atteint parfois ses limites. *« Certains souhaitent amener les racistes de leur côté, et c'est très correct, et parfois, j'ai moi-même cette intention et cette énergie, mais d'autres fois, je suis fatiguée,* admet-elle. *J'ai juste envie de parler aux gens qui ne se sont jamais sentis interpellés par l'humour au Québec, et c'est à eux que j'ai envie de faire du bien. »* ◆

QUEL STATUT POUR LES ÉTUDIANT·E·S ÉTRANGER·ÈRE·S DE DEMAIN ?

Le 22 janvier dernier, le ministre fédéral de l'Immigration, Marc Miller, a annoncé que son gouvernement accordera moins de permis d'études aux étudiant·e·s étranger·ère·s pour les deux prochaines années. En mettant en place une telle mesure, le gouvernement espère entre autres pallier la crise du logement qui ébranle aujourd'hui le Canada.

PAR HUGO SAMSON

Photo | Juliette Dialo

Le nombre d'inscriptions d'étudiant·e·s en provenance de l'extérieur du Québec a diminué à l'Université McGill et à l'Université Concordia depuis la hausse des frais de scolarité.

Le nombre d'étudiant·e·s étranger·ère·s accepté·e·s sera plafonné à 360 000, soit 35 % de moins qu'en 2023, selon un article de *Radio-Canada* publié en janvier dernier. Ce total sera pondéré en fonction de la population de chaque province. Les provinces devront ensuite répartir les quotas imposés parmi tous leurs établissements scolaires.

« Le Québec n'est pas une province touchée par la nouvelle politique annoncée par le ministre Miller », indique la porte-parole et conseillère principale de l'UdeM, Geneviève O'Meara. Elle ajoute toutefois que l'Université devra s'assurer de *« bien informer les étudiants qui s'intéressent à l'UdeM »* pour les inciter à poursuivre leurs démarches de demande d'admission.

Au Québec, le dispositif de délivrance de lettres d'attestation pour chaque demande de permis d'étude, similaire à celui qui sera demandé par le gouvernement fédéral à chaque province à partir du 31 mars prochain, existe déjà. Mme O'Meara estime tout de même que l'annonce de ces mesures pourrait décourager les étudiant·e·s étranger·ères dans leur processus d'inscription.

Entre crise du logement et pénurie de main-d'oeuvre

Au cours d'une conférence de presse organisée le 2 février dernier, M. Miller a rappelé aux provinces que le sous-financement des universités et les frais de scolarité relevaient de leur ressort. Aux dires du gouvernement fédéral, certaines provinces refuseraient ainsi de serrer la vis quant au nombre d'étudiant·e·s étranger·ère·s qu'elles accueillent, malgré la saturation de leur parc de logements.

Le gouvernement fédéral a d'ailleurs annoncé qu'il était prêt à faire preuve de souplesse envers les provinces qui prouveront que leurs étudiant·e·s internationaux·ales se professionnalisent rapidement à la sortie de l'université. Selon M. Miller, *« ça revient à la question essentielle de faire correspondre l'offre et la demande ».*

Les étudiant·e·s étranger·ère·s contribuent effectivement de manière significative au

marché de l'emploi canadien. Selon un communiqué de l'ancien ministre de la Diversification du commerce international, James Gordon Carr, *« en 2018, les étudiants étrangers au Canada ont contribué à hauteur d'environ 21,6 milliards de dollars au PIB du Canada et soutenu près de 170 000 emplois pour la classe moyenne canadienne. »*

> *« Ce qui est dommage dans le choix qui a été fait par le gouvernement Legault, c'est qu'aucun argent neuf n'est versé dans les universités qui sont déjà sous financées. »*
>
> **Christine Gauthier**
> Vice-présidente de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec

En outre, un récent sondage ministériel aurait révélé que plus de 80 % des étudiant·e·s provenant de l'extérieur du Canada travaillent plus de 20 heures par semaine, ce qui contrevient au règlement que leur impose leur permis d'études. Selon M. Miller, les demandes déraisonnables de certains employeurs et le coût exorbitant des frais de scolarité sont à blâmer pour ces dépassements excessifs.

L'image du Québec

« Je trouve ça dommage [pour l'image du Québec], a déclaré le recteur de l'Université Concordia, Graham Carr, à l'émission *Midi Info*. *Quand on parle aux étudiants d'ailleurs, ils ne sentent pas un grand accueil maintenant, suite à tout ce qui a été annoncé en 2023. »* Il a d'ailleurs ajouté que, selon lui, *« tout le monde avait du travail à faire pour rebâtir une bonne image du Québec à l'extérieur ».*

Selon le Bureau de coopération interuniversitaire (BCI), le nombre d'étudiant·e·s étranger·ère·s inscrit·e·s dans les universités québécoises s'élevait à 58 049 à l'automne 2023, soit environ 4 000 de plus qu'en 2022. Parallèlement, le nombre d'étudiant·e·s né·e·s au Québec et inscrit·e·s dans une université québécoise est en baisse depuis 2014. De 272 103 en 2015, il est en effet passé à 257 375 en 2022 et à 255 540 en 2023.

En réaction aux nouvelles mesures gouvernementales, beaucoup ont souligné le rôle fondamental que jouent les étudiant·e·s étranger·ère·s dans la société québécoise d'aujourd'hui. Le recteur de l'UdeM, Daniel Jutras, a ainsi soutenu auprès de *Radio-Canada* que ces étudiant·e·s *« contribuent à nos programmes, à la diversité des discours dans les cours, les labos, dans les équipes de recherche, et à la qualité de la formation des étudiants québécois. »*

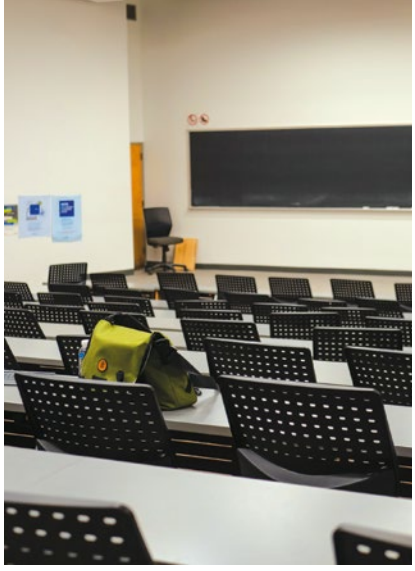


Photo : Juliette Diallo

Plus de 80 % des étudiant·e·s étrangers travaillent plus de 20 heures par semaine, ce qui dépasse les limites de leur permis d'études, selon un récent sondage ministériel.

Au Québec, les étudiant·e·s étranger·ère·s payent des frais de scolarité quatre à cinq fois supérieurs à ceux des résident·e·s de la province.

Bien que les mesures fédérales et provinciales risquent de décourager les étudiant·es étranger·ères de venir au Québec, *« le portrait en ce moment est très positif pour l'UdeM »*, constate Mme O'Meara. *« En date de jeudi dernier* [8 février]*, si nous comparons avec le portrait de la même période l'an dernier, nous sommes en hausse de 29 % du nombre de candidats de l'extérieur du Canada au premier cycle, et de 27 % aux cycles supérieurs »,* poursuit-elle.

Hausse des tarifs

L'annonce du gouvernement fédéral survient quelques mois seulement après que le gouvernement du Québec a lui-même annoncé une hausse des tarifs pour les étudiant·e·s universitaires non-résident·e·s.

Cette augmentation des frais à l'échelle provinciale, qui entrera en vigueur à l'automne 2024, a été annoncée au cours d'une conférence de presse de la ministre de l'Enseignement supérieur, Pascale Déry, et du ministre de la Langue française, Jean-François Roberge, en octobre dernier. Elle a pour but de pallier les déséquilibres financiers entre les universités francophones et anglophones et de freiner le déclin du français au Québec, selon les ministres.

Comme le rapportait *Radio-Canada,* les frais de scolarité pour les étudiant·e·s non québécois·e·s passeront ainsi de près de 9 000 $ à 12 000 $. Pour les étudiant·e·s internationaux·ales, le montant minimal sera de 20 000 $. De plus, le ministère de l'Enseignement supérieur touchera un montant forfaitaire pour chaque étudiant·e non québécois·e admis·e dans l'une des universités de la province. Le premier ministre, François Legault, a d'ailleurs précisé qu'il comptait réinvestir ce montant dans les universités francophones.

Un article paru dans *La Presse* à la fin du mois de février a d'ailleurs révélé que deux de ces universités anglophones, McGill et Concordia, avaient entamé des démarches pour poursuivre en justice le gouvernement provincial en invoquant le caractère discriminatoire de cette nouvelle politique à l'égard de la minorité anglophone au Québec

En décembre 2023, Mme Déry avait annoncé la modification de sa politique de financement des universités. Dans un communiqué à l'intention des recteurs des universités McGill, Concordia et Bishop's, elle annonçait alors que le financement des universités anglophones serait conditionnel à une évaluation des compétences en français à partir de l'année universitaire 2025-2026.

Cette hausse des frais de scolarité exigée par la Coalition avenir Québec (CAQ) répond à la mise en place de tarifs préférentiels pour les étudiant·e·s étranger·ère·s, instaurés par les gouvernements libéraux de Jean Charest et de Philippe Couillard.

Des données recueillies par *Radio-Canada* indiquent qu'entre 2019 et 2022, les droits de scolarité des étudiant·e·s étranger·ère·s ont permis aux universités québécoises d'empocher 407 millions de dollars de revenus additionnels, et les universités anglophones sont celles qui en ont le plus bénéficié, percevant en effet 70 % de ce montant, soit 282 millions de dollars.

Les résultats des nouvelles mesures se font déjà sentir dans les universités anglophones de la province. Selon un recensement publié le 6 février dernier par le *Globe and Mail*, le taux d'inscription des étudiant·e·s provenant de l'extérieur du Québec a chuté de 22 % à l'Université McGill et de 27 % à l'Université Concordia.

Christine Gauthier, vice-présidente de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec, souligne aussi que les nouvelles mesures ne règlent pas le problème du sous-financement des universités. *« Ce qui est dommage dans le choix qui a été fait par le gouvernement Legault, c'est qu'aucun argent neuf n'est versé dans les universités qui sont déjà sous financées »*, dit-elle. ◆

ROGER-GAUDRY AU GOÛT DU JOUR

La fenestration ainsi que le réaménagement de plusieurs étages du pavillon Roger-Gaudry font l'objet de chantiers majeurs pour moderniser le bâtiment, inscrit au patrimoine culturel du Québec. La fin des travaux est prévue pour 2026 ; un échéancier serré que des imprévus pourraient bouleverser.

PAR MOHAMMED AZIZ MESTIRI

«*C'est atteignable, mais il va falloir que les choses aillent bien »,* indique le directeur général des projets majeurs d'infrastructure à l'UdeM, Alain Boilard, quant aux dates butoirs annoncées. Il supervise le volet intérieur de la réfection de Roger-Gaudry.

Les travaux majeurs de rénovation et de réaménagement portent sur les espaces vides du pavillon, où se trouvaient les départements de chimie et de physique avant d'être déplacés sur le campus MIL.

L'enveloppe totale de 390 millions de dollars, autorisée par le conseil des ministres du Québec, servira principalement aux travaux menés sur huit étages de la section est du pavillon ainsi qu'à l'ouvrage sur trois étages du segment ouest.

« Cette année, nous avons déconstruit l'intérieur, ce qui est facile, puisqu'il s'agit d'enlever simplement ce qui existe, explique M. Boilard. *Pour la reconstruction, nous sommes présentement en appel d'offres. »*

Près d'une quarantaine de travaux font actuellement l'objet d'appels d'offres publics, selon le directeur. À titre d'exemple, l'un d'eux, lancé le 19 février dernier, servira à choisir l'entrepreneur qui exécutera les travaux des planchers des sols souples dans la section ouest. Un autre retiendra un soumissionnaire pour l'installation et la modification de portes autour de la Faculté de médecine.

Les ouvrages permettront notamment de regrouper plusieurs unités des sciences de la santé sous un seul toit. L'École de réadaptation ainsi que celle d'orthophonie et d'audiologie, qui louent actuellement des locaux sur l'avenue du Parc, retrouveront ainsi l'enceinte du pavillon.

Parmi les autres réaménagements de locaux prévus se trouvent ceux des anciens laboratoires de chimie, qui deviendront quant à eux les bureaux du Secrétariat général, et ceux de

Photo : Juliette Diallo

Une façade de l'aile est du pavillon Roger-Gaudry, où la grande partie des travaux de réaménagement interne ont lieu. Le pavillon est conçu selon les préceptes de l'Art déco, caractérisé par les lignes droites, les angles et la symétrie.

la cafétéria, qui sera plus spacieuse et repensée afin d'ajouter une agora au premier étage de l'aile ouest du pavillon.

D'une pierre patrimoniale, deux coups

Le réaménagement des espaces internes s'est révélé l'occasion de remettre aux normes les 3 400 fenêtres du bâtiment institutionnel, et ce, grâce à une enveloppe budgétaire de 64 millions de dollars. Jusqu'à présent, près de 1 400 fenêtres ont été remplacées.

De plus, si des modifications à l'enveloppe externe, même les plus infimes, doivent avoir lieu, celles-ci doivent recevoir l'approbation de la Ville de Montréal avant que ne soit délivré un permis de construction. L'approbation des modifications pour la fenestration a ainsi exigé près d'un an et demi de négociations.

La raison de ce délai : le pavillon Roger-Gaudry est en effet inscrit au Registre du patrimoine culturel du Québec et, par conséquent, l'intégralité du campus et de ses infrastructures fait partie de ce registre, y compris le garage Louis-Colin.

« La division du patrimoine voulait que les nouvelles fenêtres aient un cadre en acier comme les fenêtres d'origine, précise la gestionnaire de projets à la Direction des immeubles (DI), Sylvie Gélinas. *Sauf qu'au Québec, on ne construit que des cadres en bois ou en aluminium. »* De plus, l'acier ne permet pas de répondre aux critères d'efficacité énergétique pour la conservation de la chaleur, selon l'architecte.

En plus des discussions sur le matériau du cadre, des échanges ont aussi eu lieu pour décider du mode d'ouverture des nouvelles fenêtres. La majorité des fenêtres d'origine sont à guillotine, c'est-à-dire qu'elles coulissent du haut vers le bas, mais plus aucun fabricant ne conçoit de telles fenêtres, explique Mme Gélinas, car ce sont *« les plus mauvaises »* sur le plan de la conservation thermique.

Les équipes ont donc suggéré d'installer des fenêtres s'ouvrant vers l'extérieur, dites à auvent. La division du patrimoine a refusé, estimant que ce type de fenêtres donne un style plus *« industriel »* au pavillon, ce que reconnaît l'architecte. Un accord s'est ainsi conclu autour de fenêtres à battant, s'ouvrant vers l'intérieur.

Le diable est donc dans le détail pour mettre aux normes un bâtiment sous protection patrimoniale, jusqu'à tenir compte des trois teintes de jaune de toutes les briques du pavillon. *« La division du patrimoine veut conserver le plus possible l'idée originale »*, souligne Mme Gélinas.

Conserver cette vision est un impératif d'autant plus important qu'elle est celle de l'architecte et ingénieur Ernest Cormier, décédé en 1980 à l'âge de 94 ans, concepteur de la Cour suprême du Canada et considéré comme l'un des architectes les plus influents du pays.

Photo : Juliette Diallo

Les extrémités de l'aile ouest du pavillon Roger-Gaudry. La structure finale sera constituée de fenêtres en bandeaux, dont l'apparence se rapprochera des dessins d'Ernest Cormier.

« Ernest serait très heureux », affirme le conseiller spécial à la DI, Jean Charles Vinet, le sourire aux lèvres, au sujet des travaux faits sur les bouts de l'aile ouest du pavillon. Le résultat final ressemblerait à ses dessins originaux, décrit celui qui supervise la suite du volet de la fenestration.

Une entente a été conclue rapidement avec la Ville autour des extrémités de l'aile ouest. Au-delà de l'esthétisme, la réfection de cette façade était surtout critique. *« Il y avait un risque d'affaissement »*, précise M. Vinet. La fenestration était un mur-rideau et le matériau, qui comprenait plusieurs portions de bois, s'est même détérioré à certains endroits en raison d'une exposition à l'eau.

L'installation d'un système central de climatisation, prévu dans la réaffectation des espaces intérieurs, permettra aussi d'enlever l'entièreté des climatiseurs à fenêtre *« et de respecter les volontés de la Ville »*, selon M. Vinet. Bien qu'aucune obligation de conservation ne s'applique à certaines sections des murs intérieurs, celles-ci n'ont pas été retirées afin de conserver des vestiges du passé.

Éternelles itérations

« La journée où nous allons couper le ruban, il y a quelqu'un qui va demander de modifier quelque chose dans ce qui vient tout juste d'être fini », anticipe néanmoins M. Vinet.

La vocation d'un bâtiment institutionnel comme le pavillon Roger-Gaudry est de servir à plusieurs générations. Les solutions trouvées une année peuvent devenir les problèmes de la suivante, si les normes et techniques de construction changent, par exemple.

Une telle situation s'est produite au cours de l'édification même du pavillon Roger-Gaudry, de 1924 à 1943, qui a connu une période d'arrêt de 10 ans à la suite du krach boursier de 1929.

« Un ouvrier a commencé à travailler au chantier de Roger-Gaudry et sa femme a accouché ; quand il a terminé, c'est l'épouse de son enfant qui a accouché », ironise M. Vinet quant à la durée des travaux de l'époque

Pour son homologue M. Boilard, tout bâtiment institutionnel doit effectivement construire du neuf dans une enveloppe vieillissante. Les imprévus restent ainsi prévisibles. *« Je peux garantir que toutes les surprises du chantier n'ont pas encore été découvertes »*, assure-t-il.

Les deux responsables mentionnent aussi la flambée *« hors-norme »* des prix de matériaux de construction des suites de la crise sanitaire qui a fait surgir un certain nombre d'imprévus, notamment en 2023. Des estimations de coûts étaient faites un mois et devenaient désuètes le mois suivant, selon M. Boilard.

Sur les treize fabricants de fenêtres mondiaux capables d'offrir un produit compatible avec les besoins du chantier, seuls deux ont soumis une candidature à l'appel d'offres public de l'Université, et un seul s'est révélé conforme aux exigences. *« Notre fournisseur unique allait avec de telles hausses de prix que nous étions dans une situation difficile pour négocier*, confie M. Vinet. *Je n'ai jamais connu de telles hausses dans ma carrière. »*

Dans l'industrie de la construction, le commanditaire acquitte les frais d'un projet d'infrastructure au moment où celui-ci se conclut, et non à l'avance. *« J'installe une fenêtre par mois, je paie une fenêtre par mois »*, illustre M. Boilard. Des fluctuations de prix et de coûts peuvent encore survenir d'ici la conclusion des projets prévus pour le pavillon. ◆

LES IMPACTS DU NOUVEAU PEQ

En mai 2023, le gouvernement du Québec a adopté un règlement modifiant les règles du Programme de l'expérience québécoise (PEQ). Les changements toucheront principalement les étudiant·e·s non-francophones et ne font pas que des heureux·euses. Explications.

PAR THOMAS DUSSAULT

Illustration | Emily Junca

En novembre 2023, le gouvernement québécois a retiré l'obligation faite aux diplômé·e·s étranger·ère·s d'un établissement supérieur du Québec de travailler 12 mois à temps plein pour être admissible au volet diplômés du PEQ.

Le PEQ offre aux diplômé·e·s étranger·ère·s d'une université québécoise une voie plus rapide pour obtenir le Certificat de sélection du Québec (CSQ), document indispensable pour accéder à la résidence permanente.

> *« Quand j'étais étudiante, j'avais cette épée de Damoclès qui me pressait à envisager de faire du travail salarié après les études. »*
>
> **Angélique Labbadi**
> Diplômée en droit international et en relations internationales à l'UQAM

Grâce à la suppression de ce critère de sélection, institué pour la première fois en 2020, les immigrant·e·s diplômé·e·s ont donc la possibilité de continuer à vivre au Québec sans avoir été salarié·e·s.

En retirant l'obligation de 12 mois d'emploi à temps plein, *« le Ministère vise à simplifier et à accélérer la sélection permanente des étudiants étrangers diplômés »,* explique par voie de courriel le directeur des communications du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), Théo Boucher-Depatie.

Des réactions mitigées

L'étudiante française titulaire d'un baccalauréat en droit international et en relations internationales obtenu à l'UQAM Angélique Labbadi, a effectué une demande de CSQ par l'entremise du PEQ – volet diplômés après la levée de l'obligation. Celle qui est également détentrice d'un DESS en gestion à HEC Montréal se réjouit de ce changement, puisqu'elle est travailleuse autonome, un statut qui ne lui aurait pas permis de passer par le programme auparavant. *« Quand j'étais étudiante, j'avais cette épée de Damoclès qui me pressait à envisager de faire du travail salarié après les études »*, confie-t-elle.

Elle s'était donné comme échéance janvier 2024 pour mettre ses projets professionnels et personnels en pause afin de trouver un emploi salarié à temps plein. *« Finalement, je n'ai pas eu besoin de me stresser à trouver un* job *salarié, j'ai le choix de vouloir continuer où je veux »*, se réjouit-elle.

La seconde modification apportée au PEQ cause davantage de grogne auprès de certain·e·s étudiant·e·s qui ont fait le choix de venir s'installer au Québec. À partir du 23 novembre 2024 l'accès au volet diplômés du programme sera réservé aux étudiant·e·s ayant effectué au moins trois années d'études secondaires ou postsecondaires en français, au Québec ou à l'étranger.

En plus du volet diplômés, le PEQ propose un volet travailleurs. M. Boucher-Depatie rappelle que cette voie est ainsi plus longue, puisque les demandeurs·euses doivent avoir cumulé 24 mois de travail à temps plein en tant que

salarié·e·s à un poste qualifié lié à leur domaine d'études au Québec et avoir atteint un certain niveau de français oral (échelon 7, selon l'Échelle québécoise).

> *« Restreindre l'accès au PEQ n'aura qu'un effet dissuasif auprès des étudiants à l'étranger, et ils seront moins à vouloir venir s'installer au Québec. »*
>
> **Catherine Bibeau-Lorrain**
> Présidente de l'Union étudiante du Québec (UÉQ)

Lors de l'adoption de sa nouvelle politique d'immigration, qui comprenait les modifications au PEQ, le gouvernement québécois avait également l'intention de doubler les frais de scolarité des étudiant·e·s canadien·ne·s non québécois·e·s. Ces personnes sont principalement inscrit·e·s dans les établissements postsecondaires anglophones de la province. Les administrations des universités McGill et Concordia ont depuis décidé de poursuivre le gouvernement québécois en réaction à cette mesure.

L'Université Bishop's, située en banlieue de la ville de Sherbrooke, sera épargnée par cette mesure. Le gouvernement québécois justifie cette exception par le contexte linguistique différent en Estrie par rapport à Montréal, où le français comme langue d'usage serait plus menacé. De plus, l'immense majorité des étudiant·e·s de Bishop's ne sont pas originaires du Québec.

L'Université McGill a également annoncé son intention de compenser la différence de frais de scolarité entre ses étudiant·e·s et celles et ceux d'établissements francophones par l'entremise de bourses pour les étudiant·e·s étranger·ère·s.

Une approche de fidélisation des francophones

La stratégie gouvernementale énoncée consiste à favoriser le maintien des étudiant·e·s francophones dans la province après leurs études, afin de contrer la baisse de l'utilisation du français. *« [La stratégie] vise à inciter les étudiants étrangers à choisir un programme d'études en français, ce qui favorisera leur intégration à long terme en français à la société québécoise »,* explique Théo Boucher-Depatie.

Néanmoins, comme l'indique la présidente de l'Union étudiante du Québec (UÉQ), Catherine Bibeau-Lorrain, *« restreindre l'accès au PEQ n'aura qu'un effet dissuasif auprès des étudiants à l'étranger, et ils seront moins enclins à vouloir venir s'installer au Québec »*.

Elle précise être en faveur des mesures de francisation pendant et après les études, mais que l'approche restrictive n'est pas la bonne façon de préserver le français à Montréal. *« Le gouvernement voit l'anglicisation de Montréal comme la faute des étudiants internationaux, même s'ils contribuent énormément à la société »,* reproche-t-elle.

Elle souhaite également que le gouvernement revienne aux modalités en vigueur avant la réforme de 2020, qui n'impliquaient ni une obligation de 12 mois de travail ni d'avoir étudié dans une université francophone. « *Il y a eu une chute des inscriptions au PEQ, mais une augmentation du nombre d'étudiants étrangers, ce qui montre que les mesures n'ont servi à rien* », constate-t-elle. ◆

Photo : Juliette Diallo

Passer un test de maîtrise du français ne sera plus une option pour accéder au volet diplomés du PEQ.

DANSER LA DISPARITION

Comment évoquer l'idée de la disparition en danse ? C'est le défi que se sont lancés cette année les membres de la troupe Danse Université de Montréal, dirigée pour la deuxième édition consécutive par la chorégraphe Alice Blanchet-Gavouyère. Cette disparition n'est pas sans rappeler celle d'une partie de la biodiversité : l'écologie demeure en effet au cœur de l'univers de l'artiste.

PAR EMMALIE RUEST

Quand la danse disparaît de la photo. De gauche à droite : Emily Valois, Chloé Darty, Elsa Galopin, Vincent Billé, Yasmina Defouf et Sara-Maude Leclerc

Photo | Juliette Diallo

Depuis ses débuts en tant que responsable de la troupe Danse Université de Montréal, Alice Blanchet-Gavouyère sonde les liens entre l'écologie et la danse. *« C'est vraiment là-dessus que j'ai fait tout mon mémoire de maîtrise »*, explique la chorégraphe-chercheuse, qui poursuit actuellement sa maîtrise en danse à l'UQAM. L'écologie étant un domaine assez vaste, elle a préféré se concentrer sur le thème de la disparition et des questions qui en découlent : ce qui disparaît et ce qui reste. *« Parler de disparition au lieu de parler d'un sujet vraiment politique, c'est un peu plus esthétique et plus parlant au niveau artistique »*, précise-t-elle.

La troupe de cette année se compose de onze étudiant·e·s, sélectionné·e·s après un processus d'audition qui a eu lieu en octobre dernier. Elle présentera le spectacle *Revers* du 4 au 6 avril prochain au Centre d'essai de l'Université de Montréal.

Comprendre avec le corps

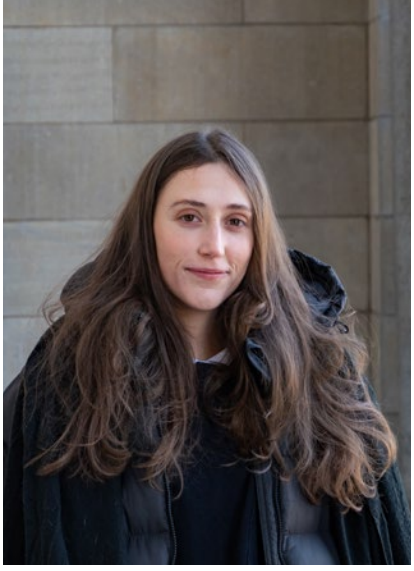
L'étudiante de première année en médecine et membre de la troupe Yasmina Defouf explique que l'une des premières improvisations qui lui ont permis de bien saisir le thème du spectacle a été un jeu autour de l'idée de dévoiler et de cacher son visage. *« En commençant par quelque chose qui est un peu évident, comme le fait de faire disparaître son visage et de ne plus regarder vers le public, c'est plus facile de l'interpréter dans le corps,* décrit la danseuse. *De fil en aiguille, c'est plus facile de s'approprier le thème et d'explorer les différentes variations possibles. »*

Autant pour Yasmina que pour l'étudiante au baccalauréat en littérature de langue française Clara Zecchinon, la participation au processus de création a une place importante.

Mme Blanchet-Gavouyère révèle d'ailleurs avoir été agréablement surprise de l'implication de l'une des interprètes. *« Une des étudiantes a écrit un poème qu'elle va lire pendant la présentation »,* souligne la chorégraphe. Un autre étudiant, qui n'est pas membre de la troupe, a également collaboré en écrivant un poème, qui a d'ailleurs des chances de faire partie de la bande-son du spectacle. *« C'est vraiment beau de voir tous ces gens mobilisés autour du projet »*, se réjouit la chorégraphe.

S'inspirer d'autres œuvres

Les créations d'artistes d'autres disciplines ont également nourri le processus, dont celle musicale de William Basinski, *The Disintegration Loops*, construite à partir d'enregistrements de vieilles cassettes qui se détériorent à force d'être utilisées. *« Cette œuvre parle de la matérialité de la musique, qui tranquillement disparaît, puis s'évapore, finalement »*, dévoile Mme Blanchet-Gavouyère. Elle a d'ailleurs choisi d'intégrer la musique de Basinski dans le



Depuis ses débuts comme responsable de la troupe Danse Université de Montréal, Alice Blanchet-Gavouyère sonde les liens entre l'écologie et la danse.

Photos | Juliette Diallo

L'étudiante de deuxième année au baccalauréat en littérature de langue française Clara Zecchinon en répétition.

spectacle. *« Pour nous, c'était vraiment parlant, puis ça m'a aidé à m'expliquer à moi-même, mais aussi aux étudiants, quelle est cette idée de disparition que j'entrevois »*, précise-t-elle.

La poésie de l'autrice Marie Uguay a également teinté le processus artistique. Les spectateur·rice·s auront la chance de découvrir lequel de ses poèmes a été choisi. *« C'est un poème qui a émergé et fait apparaître des sensations, et, à partir de là, j'ai décidé qu'on allait le garder et l'utiliser »*, indique la chorégraphe.

Yasmina précise que le poème renvoie beaucoup au corps, facilitant ainsi la compréhension du thème. Mme Blanchet-Gavouyère ajoute que l'œuvre est à la fois très imagée, mais aussi informelle et fuyante. *« Ce poème parle de quelque chose qui naît et est presque aussitôt terminé »*, décrit-elle. Elle souligne également comment la poésie se rapproche de sa propre écriture chorégraphique. *« Je travaille un peu le mouvement de la même façon,* détaille-t-elle. *On dirait qu'à chaque fois qu'on peut s'y accrocher, tout d'un coup, c'est déjà en train de disparaître. »*

La vision d'une chorégraphe

Grâce à ces inspirations, la chorégraphe-chercheuse est aussi allée puiser dans les processus de création qu'elle a réalisés à l'extérieur dans le cadre de sa maîtrise. *« J'ai pris conscience qu'il y a vraiment une espèce de mémoire des processus artistiques dans le corps, qui nous dépasse beaucoup, un peu comme si les lieux finissaient par nous habiter plus que nous les habitons »*, confie-t-elle.

Cette relation aux lieux a d'ailleurs un lien avec l'écologie. *« Ce que ça m'a appris l'écologie, dans le processus, c'est que tous les éléments comptent et qu'ils finissent par jaillir, même si c'est très discret,* poursuit Mme Blanchet-Gavouyère. *Même si c'est un peu évaporé, c'est quand même là, quelque part, il y a comme une trace. »*

« J'aime beaucoup notre capacité à être absurde dans la danse, je trouve que c'est très générateur, surtout pour parler de choses un peu plus difficiles, ajoute la chorégraphe. *De pouvoir le rendre grossier, ça peut permettre d'avoir une distance saine avec le sujet. »* Mme Blanchet-Gavouyère ne veut surtout pas que le public s'empêche de rire. Clara abonde dans ce sens et observe qu'à l'instar de l'an dernier, *« le ludique est vraiment mis plus en avant »* et que *« c'est peut-être moins "prise de tête" ».*

> *« Clairement, j'ai trouvé certains de mes meilleurs amis ici à Montréal dans la troupe, autant parmi les participants de l'an passé que de cette année. »*
>
> **Clara Zecchinon**
> Étudiante de deuxième année au baccalauréat en littérature de langue française

Yasmina croit que la variété des interprétations, des styles de danse et des musiques présentes dans les spectacles peuvent permettre à un·e non-initié·e d'y trouver son compte. *« Ce qu'Alice crée, c'est comme du contemporain, mais pour les nuls*, résume-t-elle. *Elle pense toujours à l'œil du public. Comment va-t-il voir ça ? Est-ce qu'il va se fatiguer de la scène ? Est-ce qu'il va aimer ça ? »*

La danse comme premier choix

« J'ai vu très tôt qu'il y avait une troupe de danse à l'Université de Montréal, puis je pense que ça a influencé mon choix de la choisir comme université, avoue Clara, qui a rejoint la troupe l'année dernière. *Pour moi, c'était l'opportunité de pouvoir continuer ma passion numéro un en même temps que les études. »*.

L'étudiante d'origine belge précise aussi avoir choisi de rentrer dans la troupe pour nouer des relations amicales. *« Clairement, j'ai trouvé certains de mes meilleurs amis ici à Montréal dans la troupe, autant parmi les participants de l'an passé que de cette année »*, affirme-t-elle.

Alors que l'année dernière, les membres de la troupe avaient plutôt des formations en danse contemporaine, ceux de cette année ont des parcours beaucoup plus variés, selon Clara, avec des connaissances en jazz, en danse afro-urbaine, en hip-hop et même en danse traditionnelle chinoise.

Yasmina vient pour sa part du monde de la danse de compétition, où *« il fallait que tout le monde soit pareil et ait les pieds pointés de la même façon »*, alors qu'avec la troupe, elle a été amenée à montrer sa personnalité à partir des consignes proposées. Même si elle aime cette approche, elle avoue avoir été *« un peu surprise de la façon dont Alice fonctionne »*.

« Elle nous a fait faire beaucoup d'improvisation en début d'année, danser de la façon dont on veut danser, révèle l'étudiante. *Ça faisait longtemps que je n'avais pas dansé, parce que j'avais pris une pause, donc il fallait que je me remette dans mon corps, puis en même temps que j'improvise, chose que je n'avais pas beaucoup faite avant. »*

Malgré ce défi, elle assure avoir senti dès l'audition une atmosphère ouverte où elle pouvait faire ce qu'elle voulait. ◆

REGARD ANGLOPHONE SUR LES PREMIÈRES ANNÉES DU FLQ

Le bédéiste montréalais Chris Oliveros a publié fin 2023 la bande dessinée *Are You Willing to Die for the Cause ?* qui retrace les premières années du Front de libération du Québec (FLQ). Parue chez Drawn & Quarterly, elle a été traduite en français par Alexandre Fontaine Rousseau sous le titre *Mourir pour la cause*, aux Éditions Pow Pow.

PAR HUGO SAMSON

«*Au départ, mon idée était de faire un livre sur la crise d'Octobre »,* explique Chris Oliveros. Quand il a commencé à effectuer des recherches sur les origines de cette crise des années 1960 et 1970, il confie avoir été *« complètement surpris »* par ce qu'il apprenait. *« Je ne connaissais rien de tout cela, et la plupart des gens autour de moi ne connaissaient pas non plus cette période »*, avoue le bédéiste. Il ajoute que c'est d'ailleurs ce qui l'a poussé à se concentrer sur la période où le FLQ a été créé. *« La plupart des gens ne savaient pas que le FLQ avait été fondé par un Belge ! »*

Le traducteur de la version française de la bande dessinée, Alexandre Fontaine Rousseau, précise que l'auteur *« tenait à ce que le livre sorte simultanément en anglais et en français »*.

Le titre français, *Mourir pour la cause,* vient d'un questionnaire auquel les nouvelles recrues devaient répondre afin d'intégrer les rangs felquistes. Le militant Gilles Rousseau, alors âgé de 18 ans seulement, l'avait rempli et avait ajouté, inopinément, qu'il savait fabriquer des bombes. Il avait été immédiatement recruté, et les bombes qu'il fabriquait terminaient toutes dans des boîtes aux lettres de Westmount.

Photo : Courtoisie | Prune Peycha

Chris Oliveros savait qu'une bande dessinée sur le FLQ écrite et dessinée par un montréalais anglophone en laisserait quelques un·e·s perplexes.

FLQ

Le **Front de libération du Québec** (FLQ) était un mouvement militant pour l'indépendance du Québec, qui a utilisé le terrorisme pour tenter d'obtenir un Québec indépendant et socialiste.

Source : L'Encyclopédie canadienne

Malgré la sévérité des évènements représentés, les opérations du FLQ sont restées rudimentaires pendant ces années. Les séances de recrutement du collectif étaient, par exemple, menées au beau milieu d'un restaurant, à la vue du plus grand nombre.

« Comme les activités [du FLQ] *étaient très maladroites — le recrutement de jeunes de 16 ans, la manipulation hasardeuse de bombes, la création d'un camp d'entraînement à la guérilla — j'avais peur que les gens pensent que je me moquais d'eux »,* avoue M. Oliveros.

La question de la langue

Même lorsque le projet n'était encore qu'au stade embryonnaire, M. Oliveros savait qu'une bande dessinée sur le FLQ écrite et dessinée par un montréalais anglophone en laisserait quelques un·e·s perplexes. *« J'étais très conscient de ça et très nerveux au départ »*, admet-il.

S'il avait quelques inquiétudes lorsque la traduction lui a été proposée, M. Fontaine Rousseau admet que dès le début du livre,

Photo | Courtoisie | Éditions Pow Pow

La bande dessinée *Mourir pour la cause*, aux éditions Pow Pow, est la traduction française par Alexandre Fontaine Rousseau d'*Are You Willing to Die for the Cause ?* publiée chez Drawn & Quaterly.

Crise d'Octobre

La crise d'Octobre fait référence à une série d'événements qui se sont déroulés au Québec à l'automne 1970. Cette crise est le point culminant d'une longue série d'attentats terroristes perpétrés par le Front de libération du Québec (FLQ).

Source : L'Encyclopédie canadienne

« il est très clair [...] *que l'auteur est conscient de la situation dans laquelle se trouvaient les francophones à l'époque. »*

L'auteur a maintes fois constaté qu'au Québec, les médias francophones tiennent souvent pour acquises la compréhension des événements liés au FLQ. *« Lorsque ce livre est sorti, j'ai fait une tournée de dédicaces, non seulement ici à Montréal, mais aussi dans le reste du Canada »*, précise-t-il. Il ajoute que lors d'une présentation au cours de laquelle il expliquait la situation des francophones dans les années 1960, certains anglophones n'en avaient pas connaissance.

Pour cette raison, l'auteur a choisi de raconter les débuts du mouvement, une période au cours de laquelle le FLQ a fait preuve d'une certaine désorganisation. Par exemple, le camp d'entraînement établi par le militant François Schirm en 1964, n'avait que des réserves de nourriture pour trois semaines, tandis que le braquage d'une armurerie la même année avait causé la mort involontaire d'un innocent, Leslie McWilliams. *« Une chose que je voulais faire, et j'espère que ça transparaîtra dans le livre, c'était de placer le contexte très près du début du FLQ pour expliquer à quel point c'était difficile au Québec pour les francophones dans les années 1960 »*, ajoute-t-il.

À ce titre, les premières pages de la bande dessinée illustrent le refus de Donald Gordon, alors président de la compagnie de chemin de fer Canadien National, de donner des promotions à ses employés canadiens-français le 20 novembre 1962. *« Il nous paraît un peu particulier que vous soyez établis à Montréal et que presque aucun de vos dirigeants ne soit des Canadiens français »*, lance le politicien québécois Gilles Grégoire à Gordon. *« On arrangera ça, quand on en trouvera qui ont du talent »*, lui répond alors ce dernier.

Rester fidèle à l'histoire

La force de *Mourir pour la cause* est de savoir quand et comment mettre en évidence le caractère tragique des événements et les conséquences qu'ils ont eues sur la vie des personnes impliquées. La dissolution du couple formé par l'un des fondateurs du FLQ Georges Schoeters, et sa femme Jeanne, est une scène particulièrement poignante.

Les représentations canadofrancophones du mouvement felquiste ont souvent été accusées de poser un regard trop peu critique sur ces événements traumatisants. Dans son article « Les Rose romanticizes FLQ terrorism » paru en 2020 dans *The Gazette*, la journaliste Lise Ravary (dont la famille était liée à Georges Schoeters) nommait ce phénomène le *« whitewashing of the Front de libération du Québec »* (blanchiment culturel du Front de libération du Québec).

« *Je pense qu'en général, lorsque les gens se penchent sur les mouvements révolutionnaires de l'époque, il y a une nostalgie, une tendance à minimiser les mauvaises choses, la violence, et à éclairer les idéaux d'une lumière plus chaleureuse »,* estime l'auteur. Il ajoute ne pas avoir voulu de parti pris et avoir souhaité trouver un équilibre pour ne pas les faire passer pour des héros.

Pour trouver cet équilibre, M. Oliveros a donc effectué un travail de recherche colossal. L'auteur s'est vite rendu compte de la rareté de l'information relative aux premières années du FLQ. *« Ce qui a été très utile, ce sont les autobiographies d'anciens membres, qui ont donné des témoignages de première main sur les événements »*, révèle-t-il.

Pour M. Fontaine Rousseau, ce dossier a été d'une grande importance. *« Chris a effectué des recherches considérables, alors j'ai pu me baser sur le travail qu'il avait fait et revenir sur ses références au besoin*, affirme le traducteur. *Je pouvais me référer aux sources, qui étaient toutes clairement citées dans les notes qui se trouvent à la fin du livre. »*

Le bédéiste prend cependant soin de relativiser les témoignages. À maintes reprises, la bande dessinée laisse entendre que la vérité historique n'est souvent qu'une question de perspective. *« Les personnes qui ont été témoins d'un même événement le décriront de différentes manières, et il était important pour moi de saisir ces différents points de vue »*, explique-t-il.

La scène détaillant la rencontre entre Georges Schoeters et Fidel Castro, par exemple, est racontée de deux façons très différentes. *« Je voulais montrer que je rapportais ce que Schoeters avait dit, donc je l'ai fait parler avec sa voix, mais les images dépeignent une version légèrement différente,* souligne M. Oliveros. *C'était ma façon de mettre en doute la connaissance que Castro et Schoeters avaient l'un de l'autre. »*

Les dernières pages de la bande dessinée prennent la forme d'un dossier de recherche qui détaille ou explicite les événements mis en scène dans la trame narrative.

Pour lui, les personnages mis de l'avant dans *Mourir pour la cause* déjouent les partis pris de la population vis-à-vis du FLQ. *« Plusieurs sont des immigrants, qui se reconnaissent d'une manière ou d'une autre dans l'expérience vécue par les francophones,* précise-t-il. *Et cette position "extérieure" ajoute quelque chose au livre, une nuance qui l'enrichit réellement. Ce n'est plus l'idée un peu monolithique que l'on se fait du FLQ. »*

M. Oliveros travaille actuellement sur un second tome qui se concentrera sur la crise d'Octobre en soi. La traduction sera assurée, encore une fois, par M. Fontaine Rousseau. ◆

Vous avez lu ou visionné une œuvre qui a attiré votre attention et vous voulez en faire une recension critique ?

Écrivez-nous à culture@quartierlibre.ca

Université de Montréal
et du monde.

Services à la vie étudiante

S'enraciner pour mieux grandir ensemble!

Semaine Mitig

Rayonnement des perspectives et des savoirs autochtones

Du 18 au 22 mars 2024

Œuvre de Christine Sioui-Wawanoloath

Scannez pour découvrir la programmation.

Organisée par le Centre étudiant des Premiers Peuples
premierspeuples@sve.umontreal.ca
umontreal.ca/mitig